

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale

Philip S. Golub

Professeur à l'Université américaine de Paris, auteur notamment d'*Une autre histoire de la puissance américaine* (2011)

Le 9 août 1945, peu après la conférence de Potsdam, Harry S. Truman déclarait à la radio américaine : « Nous sommes sortis de cette guerre la nation la plus puissante du monde, la plus puissante peut-être de toute l'histoire. » Le constat n'était pas exagéré. Contrairement aux autres grands belligérants, alliés et ennemis, les États-Unis s'étaient considérablement renforcés au cours du conflit planétaire. Protégés par deux océans sanctuarisant le continent nord-américain, ils avaient été largement épargnés, au vu des immenses dommages matériels et des pertes humaines inouïes que subirent l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), la Chine, l'Allemagne et le Japon – sans oublier les pays meurtris d'Europe centrale et orientale, d'Europe de l'Ouest et du Sud, des Balkans, et les colonies européennes et nippones d'Asie du Sud et de l'Est.

Un bilan très contrasté

Entre 1939 et 1945, le produit intérieur brut (PIB) de l'URSS avait chuté de 33 %, celui de l'Allemagne de 58 % (1946), celui de la Chine de 15 %, et celui du Japon de 42 %. La France et l'Italie avaient connu des effondrements économiques analogues, avec une baisse de près de 45 % pour la première, de 39 % pour la seconde. De plus petits pays souffrirent plus gravement encore : les déprédations causées par les armées hitlériennes en Grèce furent considérables, conduisant à une famine et à une

chute catastrophique du PIB de 64 %¹. Quelques pays neutres – la Suisse, le Portugal et l'Espagne – ainsi que le Royaume-Uni connurent un sort économique plus clément. Mais, dans l'ensemble, l'espace eurasiatique était un vaste champ de ruines : grandes villes et infrastructures dévastées, économies exsangues, populations souvent décimées et affamées.

Pour ce qui est des pertes humaines – les estimations variant selon les méthodologies adoptées –, la guerre occasionna entre 65 et 75 millions de victimes militaires et civiles, dont un tiers en URSS, sans parler des blessés et des populations déplacées.

Le contraste avec les États-Unis était saisissant. Relativement aux autres belligérants, les pertes humaines états-uniennes furent limitées : 418 000 combattants, soit 0,3 % de la population contre environ 14 % en URSS. Sur le plan économique, entre 1939 et fin 1945, le PIB états-unien avait crû de 80 %. Le PIB par habitant avait augmenté dans les mêmes proportions ; il était, en 1945, 60 % plus élevé que celui du Royaume-Uni, quatre fois supérieur à ceux de la France, de l'Italie, et de l'Allemagne, et cinq fois supérieur à celui de l'Union soviétique. Avec 35 % du PIB mondial, les États-Unis étaient désormais le cœur de l'économie capitaliste mondiale et jouissaient d'avantages comparatifs décisifs dans les secteurs de la haute technologie, de l'industrie lourde, de l'agriculture et des biens de consommation. New York devint ainsi le centre financier du monde et le dollar, la monnaie de réserve internationale.

Sur le plan stratégique, les États-Unis se retrouvèrent en position de supériorité, disposant brièvement du monopole de la bombe atomique, d'une flotte sans commune mesure avec celles des autres États, et d'un nouvel archipel de bases militaires, fixes et flottantes, s'étendant de l'Atlantique au Pacifique en passant par l'Europe et la Méditerranée. Ces bases formaient et forment aujourd'hui encore les points névralgiques des « frontières stratégiques » des États-Unis, délimitant la nouvelle spatialité de la souveraineté états-unienne. Ce double mouvement d'ascension et d'internationalisation économique et stratégique était constitutif de ce que l'historien Akira Iriye, professeur émérite à Harvard, nomme la « globalisation de l'Amérique ».

■ « L'avenir du monde nous appartient », ou le recentrage Atlantique

La position singulière des États-Unis dans l'après-guerre ne s'explique pas seulement par les hasards de la géographie, même si leur éloignement des épicentres de la violence y a incontestablement concouru.

1 Ces ratios sont dérivés des travaux de l'économiste et historien britannique Angus Maddison. Ailleurs dans le texte, les estimations des niveaux d'industrialisation proviennent des travaux de Paul Bairoch. Voir « Pour en savoir plus », p. 48.

Elle fut le résultat de l'interaction entre, d'une part, des facteurs sociaux endogènes (l'inexorable expansion territoriale, démographique et économique au XIX^e siècle, au sein d'un continent doté de vastes ressources naturelles) ; d'autre part, en fin de siècle, des transformations internationales favorables : le basculement des équilibres dû à l'autodestruction de l'Europe, complice inconsciente mais efficace de l'édification du « Siècle américain », entre 1914 et 1945.

Nul besoin de détailler le caractère essentiellement coercitif de l'expansion territoriale (guerres contre les peuples indigènes et suppression de ceux-ci, guerre de conquête contre le Mexique, etc.) ou le rôle du travail esclave dans l'économie états-unienne de la première moitié du XIX^e siècle. Soulignons simplement les facteurs économiques et démographiques pertinents pour le sujet ici traité.

Grâce à l'heureuse victoire du Nord dans la guerre de Sécession (1861-1865), les États-Unis connurent une industrialisation intense au cours de la seconde moitié du siècle. Entre 1860 et 1900, leur part de la production manufacturière mondiale tripla, passant de 7,2 % à 23,6 % (contre 18,5 % en Grande-Bretagne, 13,2 % en Allemagne, 8,8 % en Russie, 6,8 % en France, et 2,4 % au Japon). Ce mouvement ascendant apparaît aussi dans les estimations des niveaux de vie par habitant qui, selon différentes recherches aux résultats concordants (Bairoch, Maddison), dépassent de loin la moyenne européenne en 1900 et sont comparables à ceux de la Grande-Bretagne, alors même que la population des États-Unis était largement supérieure à celles des pays d'Europe occidentale. La population américaine passa de 23,2 millions en 1850 à 76 millions en 1900 et 98 millions en 1913. Par comparaison, celle de la Grande-Bretagne augmenta sensiblement, mais à un rythme plus lent : elle était de 27 millions de personnes en 1850, 41,1 millions en 1900 et 45 millions en 1914 (Allemagne : 67 millions, France : 39,7 millions).

En toute logique, à la fin du XIX^e siècle, ils étaient nombreux, aux États-Unis, à avoir acquis la certitude, ou à nourrir l'espoir, que le « siège de l'empire » se déplaçait d'est en ouest, de la Tamise à l'Hudson, et que cela conduirait inéluctablement à la « suprématie économique américaine ». (Sur les rives de la Tamise, ils étaient également nombreux ceux qui redoutaient ou prenaient acte de l'« américanisation du monde », titre d'un livre à succès du journaliste anglais William Thomas Stead paru en 1898.)

La Grande Guerre accéléra fortement la tendance esquissée plus haut. Les coûts humains et matériels pour les pays européens furent énormes, tandis que le conflit profita aux États-Unis. De ce point de vue, la comparaison entre ceux-ci et la Grande-Bretagne est éclairante. En raison de la perturbation de son réseau commercial international, cette dernière connut une contraction de ses exportations et une forte augmentation

de ses importations, notamment en provenance des États-Unis, financées par des dettes contractées à New York. À la fin de la Première Guerre mondiale, Londres avait emprunté 3,7 milliards de dollars (l'équivalent de 60 milliards aujourd'hui).

Comme l'écrit Alan Dobson, historien britannique des relations anglo-américaines, la guerre s'est traduite pour les États-Unis « par une expansion massive de ses marchés d'exportation et a entraîné le déplacement de Londres à New York de la puissance financière du monde » ; pour la Grande-Bretagne, elle devait conduire à une dépendance financière nouvelle. Au lendemain de la guerre, alors que Londres s'efforçait de préserver son statut de puissance en « persuadant les autorités américaines d'utiliser leur surplus de capital de manière coopérative plutôt que concurrentielle », les États-Unis imposèrent des conditions particulièrement strictes au remboursement de la dette de guerre britannique ; ils abordèrent la question des réparations d'une façon qui « manifestait [leur] détermination à conserver leur domination sur la Grande-Bretagne ». La vision états-unienne, que l'on retrouvera avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, avait été formulée en 1914 par l'ambassadeur des États-Unis à Londres. Dans une lettre au président Wilson citée par Dobson, il écrit : « L'avenir du monde nous appartient. Les Anglais dépensent leur capital [...]. Maintenant, qu'allons-nous faire du leadership du monde [...] alors qu'il tombe clairement entre nos mains ? »

Les empires ouest-européens résistèrent au choc. Ils s'étendirent même au Moyen-Orient. Mais leur déclin était engagé. L'État et l'empire des tsars n'y résistèrent pas. L'Empire Ottoman non plus. En 1928, la part de la production manufacturière mondiale des États-Unis avait atteint près de 40 %. Impressionné par le paysage industriel états-unien, l'attaché naval japonais à Washington dans les années 1920 (futur commandant en chef des flottes nippones pendant la guerre du Pacifique), Isoroku Yamamoto, qui s'opposa sans succès à l'alliance du Japon avec l'Axe, écrit avec lucidité : « Quiconque a vu les usines automobiles à Detroit et les champs de pétrole au Texas sait que le Japon n'a pas la puissance nationale pour une course navale avec Washington. » Quoique la Grande Dépression (1929-1933) ait eu sur eux un effet proportionnellement plus marqué que sur nombre d'autres pays, les États-Unis conservèrent leur avance industrielle. Même si l'économie était largement sous-utilisée pendant les années 1930, ils produisaient plus d'acier en 1938 que les pays de l'Axe ou l'URSS où, dans les deux cas, l'appareil de production fonctionnait à pleine capacité.

De la guerre comme débouché industriel

Le problème de la sous-utilisation de l'industrie fut résolu par la mobilisation décrétée en 1940 par Franklin D. Roosevelt – doublement de la flotte, expansion massive de l'Army Air Corps, qui deviendra l'USAAF (United States Army Air Forces) puis l'USAF (United States Air Force) après 1945, avec pour objectif 84 groupes aériens dotés de 7 800 avions de combat, et mise en place d'une armée d'un million d'hommes – puis par la guerre.

Après Pearl Harbor (7 décembre 1941) et la déclaration de guerre de l'Allemagne nazie quatre jours plus tard, deux événements qui firent taire les résistances politiques internes, les États-Unis engagèrent une mobilisation de très grande ampleur qui pesa de façon décisive sur le cours d'une guerre, désormais globale, et les propulsa au centre de l'échiquier mondial. Aux yeux des dirigeants états-uniens, si la Première Guerre mondiale avait mis en évidence l'incapacité des pays européens à gérer l'équilibre des forces et la vacuité de leur revendication à diriger le monde, la Seconde ouvrait la voie au « premier siècle de l'Amérique en tant que puissance dominante dans le monde », selon le magnat de la presse Henry Luce, père de la notion de « siècle américain ».

La victoire des Alliés était loin d'être acquise en 1942. Mais après la bataille de Midway dans le Pacifique en juin, la défaite japonaise à Guadalcanal en février 1943 et les cuisantes défaites allemandes en URSS à partir de février 1943 (Stalingrad), en Afrique du Nord en mai de la même année, et l'invasion alliée de la Sicile puis de l'Italie en juillet 1943, elle était devenue probable. Les Alliés avaient acquis une supériorité écrasante en armements, en hommes et en ressources. À eux seuls, les États-Unis produisaient deux fois plus d'armes en 1943 que les pays de l'Axe réunis (les efforts soviétiques et britanniques étaient significativement moindres quoique importants). En 1944, tandis que la défaite de l'Axe était devenue inéluctable, l'influent éditorialiste américain Walter Lippmann affirmait que les États-Unis se trouveraient désormais « au centre, et non plus aux marges [...] du premier ordre universel depuis l'époque classique ». La question de la place de l'allié soviétique restait ouverte. À un système mondial cogéré par les quatre « Grands » – États-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne – s'est rapidement substituée une compétition dure et durable entre Washington et Moscou ouvrant l'ère « bipolaire » des relations internationales.

« Pax americana »

En fait, le système mondial d'après guerre sera caractérisé par une double asymétrie : entre l'Union soviétique et les États-Unis, et entre ces derniers et les « puissances » impériales européennes en déclin (sans

oublier, bien sûr, des pays de l'Axe défaits). La première fut longtemps masquée par les capacités militaires soviétiques et les armes nucléaires, mais la dissolution de l'URSS en 1991 a mis en évidence ses faiblesses structurelles. D'où une réévaluation rétrospective des équilibres qui avaient prévalu au cours de la guerre dite « froide » (qui ne le fut nullement dans les périphéries postcoloniales, notamment en Asie orientale, presque constamment en guerre).

L'Union soviétique avait gagné la guerre en Europe. Sans elle, ni la Grande-Bretagne ni les États-Unis n'auraient pu vaincre les pays de l'Axe en Europe ou, selon toute vraisemblance, en Asie. C'est bien pour cette raison que l'administration Roosevelt avait fait savoir, dès l'invasion nazie de juin 1941, que les États-Unis étaient disposés à « examiner immédiatement toute demande d'aide matérielle que le gouvernement soviétique pourrait [leur] adresser... ». F. D. Roosevelt avait d'ailleurs reconnu l'URSS en 1933 et était intimement convaincu du danger existentiel fasciste. L'URSS fut officiellement intégrée dans l'Acte prêt-bail le 7 novembre 1941. Faible au départ, le programme s'accéléra après l'entrée en guerre des États-Unis en décembre. Sa contribution à l'approvisionnement de l'URSS en nourriture fut importante et, à partir de 1943, il eut des effets significatifs sur le renforcement des capacités logistiques et matérielles de l'Armée rouge. Cependant, comme l'écrit l'historien Mark Harrison, c'est surtout « grâce à un effort colossal [endogène] dans des conditions désastreuses » que l'Union soviétique réussit à contenir, puis à écraser les armées allemandes.

Le prix de l'affrontement fut persistant. Comme le souligne cet auteur, « les biens matériels et humains furent détruits à une échelle sans précédent [...] ; la guerre priva l'économie soviétique d'au moins 18 % de ses ressources humaines d'avant guerre. Le taux de destruction des biens matériels fut encore plus élevé : 25 % ou plus. Lorsque les actifs perdus des deux types sont évalués au coût de remplacement et aux prix d'avant-guerre, il apparaît que le total des pertes de guerre s'est élevé à un minimum de 22 % du stock de capital (physique et humain) de l'URSS avant guerre. »

Or, dans les années 1930, le pays avait un niveau de développement qualitatif bien inférieur à celui des pays les plus avancés technologiquement et économiquement, problème dont on trouve la source lointaine dans le développement industriel tardif de la Russie. Selon les estimations de Paul Bairoch, le niveau d'industrialisation de celle-ci, calculé à partir du ratio de la production manufacturière rapportée à la population, était six fois moindre que celui de la Grande-Bretagne en 1900 ; il représentait un quart de celui des États-Unis, et un tiers de celui de l'Allemagne. Le rattrapage industriel partiel des années 1930 est intervenu dans des conditions extrêmement brutales, sans irriguer l'ensemble de l'économie.

« Vainqueur défait », selon l'expression de Harrison, les effets du choc démographique et économique de la guerre ne furent jamais entièrement rattrapés : « L'Union soviétique a été seule parmi les vainqueurs à subir un revers économique important et durable du fait de la Seconde Guerre mondiale. » Après 1945, l'URSS avait certes sa grande armée, des technologies militaires avancées, et un empire continental. Mais entre 1950 et 1991, le PIB par habitant a constamment représenté une fraction de celui des États-Unis (de un à trois), mettant en lumière l'insoutenabilité à long terme d'une course aux armements ruineuse pour l'économie et la société. Nous manquons encore de mesures précises des dépenses militaires soviétiques entre 1947 et 1991, mais les estimations oscillent entre 12 % et 20 % du PIB annuel, contre une moyenne de 7,4 %, guerres de Corée et du Vietnam comprises, pour les États-Unis. À ces considérations structurelles s'ajoutent des facteurs contingents aux impacts importants, notamment la pression occasionnée par la fracture sino-soviétique des années 1960 et le rapprochement stratégique sino-américain de 1969-1972 (qui, soulignons-le, a limité pour Washington les effets stratégiques de la défaite au Vietnam).

La Seconde Guerre mondiale marque la clôture de la longue période de prédominance européenne amorcée avec la révolution industrielle britannique et sa diffusion irrégulière sur le continent. La guerre compléta le processus de décentrage de l'économie mondiale capitaliste de l'Europe occidentale vers les États-Unis amorcé en 1918. Parmi les nombreux facteurs qui participèrent au changement systémique, il faut citer l'épuisement économique, politique et moral des pays européens ; l'amplification des luttes anticoloniales, réformistes et révolutionnaires, aiguës par une guerre menée au nom de la lutte pour la liberté et contre le racisme génocidaire ; enfin, la volonté déjà entrevue des élites économiques et politiques états-uniennes de supplanter l'Europe et d'instaurer un nouvel ordre international américano-centré.

Du haut de leur position d'après guerre, et dans le contexte de leur affrontement avec l'URSS puis de la République populaire de Chine, les États-Unis allaient concevoir et mener une politique mondiale. L'existence même de l'Union soviétique remplirait des fonctions importantes.

En interne, elle favorisa l'unification de l'élite du pouvoir autour d'une stratégie mondiale d'endiguement : l'anticommunisme joua un rôle essentiel dans la construction d'un consensus populaire en faveur de l'extraction à grande échelle des ressources nécessaires pour soutenir la mobilisation militaire permanente et les engagements internationaux américains en expansion. De 1948 à 1991, dans le cadre d'une arithmétique de puissance, les dépenses militaires américaines totalisèrent 13 000 milliards de dollars (en dollars 1996)... Au niveau international, l'URSS servit d'« unificateur

du système international [non communiste] derrière les États-Unis », pour citer le politologue Zbigniew Brzeziński,

De leur côté, les États-Unis s'employèrent à créer un réseau d'institutions économiques et de sécurité internationales qu'ils conçurent et dominèrent. Bien que fonctionnellement distinctes, ces institutions devinrent les composantes imbriquées d'un système de puissance que consolidèrent la Guerre froide et la stratégie d'endiguement global, ouvrant la voie à un empire américain. Il ne s'agissait pas d'un empire territorial « classique » mais, comme l'écrit très justement l'historien Pierre Melandri, d'un « étrange hybride des anciens Empires romain et britannique ». D'une part, il y avait l'empire informel économique et financier, ses régimes et ses institutions de gouvernance ; de l'autre, la « nouvelle Rome [...] qui dépêch[ait] ses légions, proconsuls et émissaires sur le *limes* où l'ennemi guettait, intervenant dans des conflits limités mais au coût parfois élevé et s'employant à faire régner partout la *Pax americana* grâce à ses armes mais aussi à ses deniers ».

Pour en savoir plus

Alya AGLAN et Robert FRANK (dir.), *1937-1947. La guerre-monde*, Gallimard, Folio, Paris, 2015 (2 vols).

Paul BAIROCH, *Victoire et déboires. Histoire économique et sociale du monde du xvi^e siècle à nos jours*, Gallimard, Folio, Paris, 1997 (3 vols).

Alan DOBSON, *Anglo-American Relations in the Twentieth Century*, Routledge, Londres, 1995.

Philip GOLUB, *Une autre histoire de la puissance américaine*, Seuil, Paris, 2011.

Mark HARRISON (dir.), *The Economics of World War II. Six Great Powers in International Comparison*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998.

Akira IRIYE, *The Globalizing of America : 1913-1945, Cambridge History of American Foreign Relations vol. 3*, Cambridge University Press, Cambridge, 1993.

Angus MADDISON, *L'Économie mondiale, statistiques historiques*, OCDE, Paris, 2003.

Pierre MELANDRI, *Le Siècle américain, une histoire*, Perrin, Paris, 2016.